



**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE  
A LA SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES  
MARCHES PUBLICS A FIN JUIN 2015**

## SOMMAIRE

<b>I. SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS À FIN JUIN 2015 .....</b>	<b>3</b>
1.1. Lignes budgétaires soumises à marchés par type d'entité à fin juin 2015.....	3
1.2. Planification et mise en exécution des lignes à marchés.....	4
1.3. Marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2015.....	4
<b>II. SITUATION DES DELAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS À FIN JUIN 2015 .....</b>	<b>6</b>
2.1. Mécanisme de suivi des délais.....	6
2.2. Situation des délais observés à fin juin 2015 .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>III. MESURES PRISES POUR L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>8</b>
3.1. Renforcement du cadre réglementaire.....	8
3.2. Vulgarisation des outils de gestion.....	8
3.3. Renforcement des capacités.....	8
<b>IV. PERSPECTIVES POUR LA FIN DE LA GESTION 2015.....</b>	<b>9</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>10</b>

## LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau n°1 : Répartition des lignes soumises à marchés par type d'entité à fin juin 2015 .....</u>	<u>3</u>
<u>Tableau n°2 : Répartition des lignes à marchés ayant fait l'objet de planification à fin juin 2015 .....</u>	<u>4</u>
<u>Tableau n°3 : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2015 .....</u>	<u>4</u>
<u>Tableau n°4 : Répartition des marchés approuvés du PPU .....</u>	<u>5</u>
<u>Tableau n°5 : Répartition des marchés approuvés du C2D .....</u>	<u>5</u>
<u>Tableau n°6 : Récapitulatif des délais de passation par étape à fin mars et juin 2015 .....</u>	<u>7</u>

## LISTE DES GRAPHIQUES

<u>Graphique n°1 : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2013, 2014 et 2015 (en % des montants) .....</u>	<u>6</u>
<u>Graphique n°2 : Répartition des marchés approuvés par type de marchés à fin juin 2015 (en % des montants) .....</u>	<u>6</u>

## INTRODUCTION

La part du budget soumise aux procédures de passation des marchés est de 2144 milliards au premier semestre 2015, représentant 43% du budget qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 5014,3 milliards.

Ce potentiel de lignes à marchés doit être exécuté dans un souci d'efficacité pour le bon suivi des procédures de passation des marchés publics et le respect des délais.

La présente communication vise à informer le Gouvernement sur l'état d'exécution à fin juin, des lignes de crédits du budget 2015 éligibles aux procédures de passation des marchés publics.

Elle s'articule autour des points suivants :

- situation des opérations de passation des marchés publics à fin juin 2015 ;
- situation des délais de passation des marchés publics à fin juin 2015 ;
- mesures prises pour l'amélioration de l'efficacité de la passation des marchés publics ;
- perspectives pour la fin de la gestion 2015.

## I. SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS À FINJUN 2015

### 1.1. Lignes budgétaires soumises à marchés par type d'entité à fin juin 2015

Les lignes budgétaires soumises aux procédures de passation des marchés publics sont au nombre de 2932 pour une dotation budgétaire de 2144 milliards à fin juin 2015 (cf. tableau 1).

En valeur, 46,9% concerne les dotations des Sociétés d'État, 41,3% est relatif à l'Administration centrale, 9,1% porte sur les dotations des Établissements Publics Nationaux et 2,7% a trait aux collectivités territoriales (cf. tableau 1).

En nombre, 46,8% concerne l'Administration centrale, 18,9% les Établissements Publics Nationaux, 23,8% les collectivités territoriales et 10,5% les Sociétés d'État.

Le tableau ci-après présente la répartition de ces lignes par type d'entité.

**Tableau n°1** : Répartition des lignes soumises à marchés par type d'entité à fin juin 2015

Type de structure	Lignes soumises à marchés				Lignes planifiées			
	Nombre	%	Dotation (FCFA)	%	Nombre	%	Dotation (FCFA)	%
Administration centrale	1 372	46,8	884 508 503 482	41,3	990	61,2	524 412 910 160	33,4
Etablissements Publics Nationaux	553	18,9	195 281 552 492	9,1	370	22,9	84 577 218 497	5,4
Collectivités territoriales	698	23,8	58 746 221 501	2,7	139	8,6	11 675 897 000	0,7
Sociétés d'Etat	309	10,5	1 005 467 781 168	46,9	118	7,3	950 155 047 370	60,5
<b>TOTAL</b>	<b>2932</b>	<b>100</b>	<b>2 144 004 058 643</b>	<b>100</b>	<b>1617</b>	<b>100</b>	<b>1 570 821 073 027</b>	<b>100</b>

**Source:** DMP

## 1.2 Planification et mise en exécution des lignes à marchés

Les Plans Généraux de Passation des Marchés Publics (PGPM) consolidés par la Direction des Marchés Publics (DMP) n'ont pas connu de modification à fin juin 2015. Le nombre total de 1406 lignes demeure le même qu'à fin mars 2015.

Les Plans de Passation des Marchés (PPM) élaborés par les structures assujetties au Code des marchés publics, au nombre de 1403 représentent 99,8% des opérations du PGPM validées par la DMP à fin juin 2015. Ce taux était de 85,7% à fin juin 2014, soit une augmentation de 14,1 points.

A fin juin 2015, sur 1617 opérations planifiées dans le SIGMAP, 1325 Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ont été reçus par la DMP, soit un taux de réalisation de 81,9% contre 74,4% à fin juin 2014.

De ces 1325 DAO reçus, 1065 ont fait l'objet de publication, soit un taux de réalisation de 80,4% contre 75,9% à fin juin 2014.

**Tableau n°2** : Répartition des lignes à marchés ayant fait l'objet de planification à fin juin 2015

Semestre 1	Nombre					Avis d'appel d'offres publiés (AAO)				
	Lignes à marchés	Lignes		Opérations planifiées dans le SIGMAP	DAO reçus	Travaux	Fournitures	Prestations courantes	Services	TOTAL AAO publiés
		PGPM	PPM							
2015	2932	1406	1403	1617	1325	577	334	103	51	1065
2014	2887	1633	1399	1061	789	244	211	114	30	599

*Source: DMP SIGMAP = Système Intégré de Gestion des Marchés Publics DAO = Dossier d'Appel d'Offres*

## 1.3. Marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2015

La valeur totale des marchés approuvés à fin juin 2015 s'élève à 362,5 milliards (cf. tableau 3), soit une hausse de 39,3% par rapport à fin juin 2014 où elle se chiffrait à 260,1 milliards. Cette nette augmentation de valeur des marchés approuvés est une conséquence des différentes mesures prises pour fluidifier le circuit de passation des marchés.

**Tableau n°3** : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2015

MODE DE PASSATION	Juin 2013				Juin 2014				Juin 2015			
	NB	%	MONTANT (FCFA)	%	NB	%	MONTANT (FCFA)	%	NB	%	MONTANT (FCFA)	%
Appels d'offres ouverts	217	28,5	48 835 662 283	15,3	330	44,1	199 365 518 587	76,6	682	42,4	128 434 919 643	35,4
Appel d'offres restreint	74	9,7	8 287 698 511	2,6	80	10,7	29 863 373 464	11,5	234	14,5	122 303 743 845	33,8
<b>Sous total procédures concurrentielles</b>	<b>291</b>	<b>38,2</b>	<b>57 123 360 794</b>	<b>17,9</b>	<b>410</b>	<b>54,8</b>	<b>229 228 892 051</b>	<b>88,1</b>	<b>916</b>	<b>56,9</b>	<b>250 738 663 488</b>	<b>69,2</b>
Marchés de gré à gré	130	17,1	208 027 093 883	65,0	29	3,9	15 156 032 212	5,8	176	10,9	71 260 278 718	19,7
Avenants	45	5,9	30 547 680 024	9,5	53	7,1	2 846 521 027	1,1	88	5,5	4 908 024 645	1,3
Conventions	34	4,5	10 659 725 463	3,3	23	3,1	6 325 763 347	2,4	53	3,3	14 135 300 820	3,9
Lettres de commande valant marché	262	34,4	13 650 826 854	4,3	233	31,1	6 588 461 736	2,5	376	23,4	21 438 620 932	5,9
<b>Sous total procédures non concurrentielles</b>	<b>471</b>	<b>61,8</b>	<b>262 885 326 224</b>	<b>82,1</b>	<b>338</b>	<b>45,2</b>	<b>30 916 778 322</b>	<b>11,9</b>	<b>693</b>	<b>43,1</b>	<b>111 742 225 115</b>	<b>30,8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>762</b>	<b>100</b>	<b>320 008 687 018</b>	<b>100</b>	<b>748</b>	<b>100</b>	<b>260 145 670 373</b>	<b>100</b>	<b>1609</b>	<b>100</b>	<b>362 480 888 603</b>	<b>100</b>

*Source: DMP*

À fin juin 2015, les marchés passés par **appels d'offres ouverts** représentent en valeur **35,4%** (128,4 milliards) du montant des marchés approuvés et **42,4%** (682 marchés) du nombre de ces marchés, contre respectivement **76,6%** et **44,1%** à fin juin 2014.

Le montant des marchés passés par **appels d'offres restreints** s'élève à **122,3** milliards, soit **33,8%** du montant total des marchés approuvés, contre **29,8** milliards (11,5%) à fin juin 2014.

Les procédures concurrentielles représentent ainsi **69,2%** du montant des marchés approuvés.

Quant aux **marchés de gré à gré**, ils représentent en valeur **19,7%** du total des marchés approuvés contre **5,8%** à fin juin 2014 et 65% à fin juin 2013.

En ce qui concerne le cas spécifique des marchés passés par le **Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)**, 49 marchés ont été approuvés à fin juin 2015 pour un montant de 15,2 milliards, soit 4,2% du montant total des marchés approuvés, contre 2% à fin juin 2014. De façon générale, le PPU a passé des marchés relatifs à la voirie, à la construction de centres de santé ainsi qu'à la fourniture et l'installation d'équipements médicaux.

Il convient de relever que 67,4% des marchés approuvés sont passés par appels d'offres (cf. tableau 4).

**Tableau n°4** : Répartition des marchés approuvés du PPU

Modes de passation	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)			
	Nombre	%	Montant (FCFA)	%
Appels d'offres ouverts	9	18,4	1 597 675 482	10,5
Appels d'offres restreints	15	30,6	8 627 493 572	56,9
Marchés de Gré à gré	1	2,0	3 244 802 447	21,4
Avenants	24	49,0	1 689 018 075	11,2
Conventions	0	0,0	0	0,0
Lettres de commande valant marchés	0	0,0	0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>49</b>	<b>100,0</b>	<b>15 158 989 576</b>	<b>100,0</b>

*Source: DMP*

Au titre de l'exécution du **Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)**, 98 marchés ont été approuvés pour un montant de 23,1 milliards au premier semestre 2015, représentant 6,4% du montant total des marchés approuvés contre 9% à fin juin 2014. Les marchés du C2D sont essentiellement issus d'appels d'offres ouverts. En effet, le taux des marchés passés par appel d'offres ouverts est 86,8%.

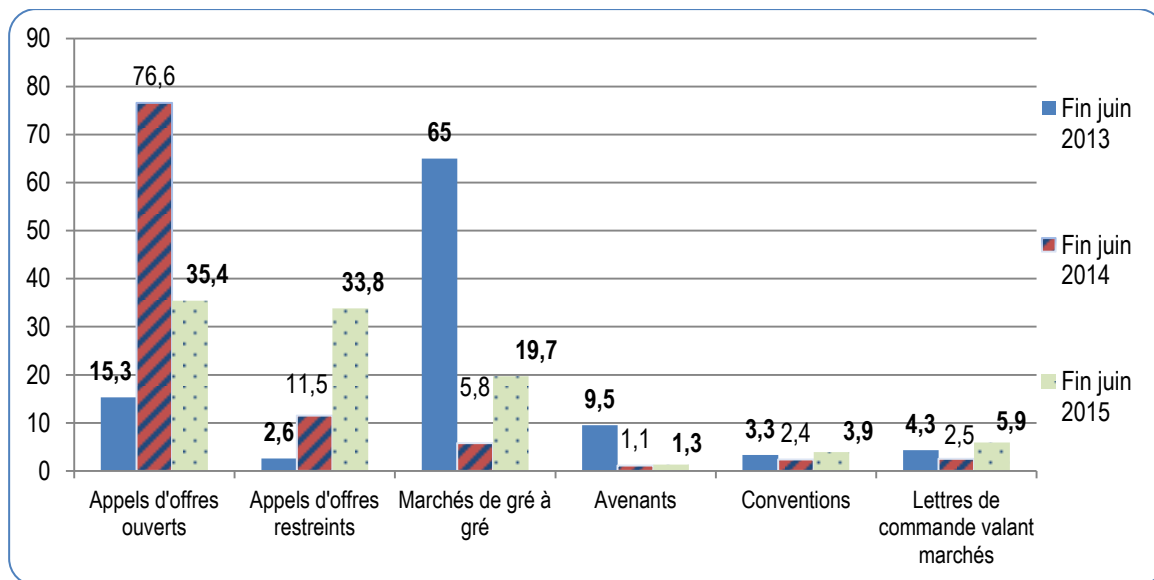
**Tableau n°5** : Répartition des marchés approuvés du C2D

Modes de passation	Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)			
	Nombre	%	Montant (FCFA)	%
Appels d'offres ouverts	84	85,7	20 025 293 925	86,8
Appels d'offres restreints	4	4,1	420 638 928	1,8
Marchés de Gré à gré	4	4,1	406 101 842	1,8
Avenants	5	5,1	1 976 427 046	8,6
Conventions	1	1,0	249 801 253	1,0
Lettres de commande valant marchés	0	0,0	0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>98</b>	<b>100</b>	<b>23 078 262 994</b>	<b>100,0</b>

*Source: DMP*

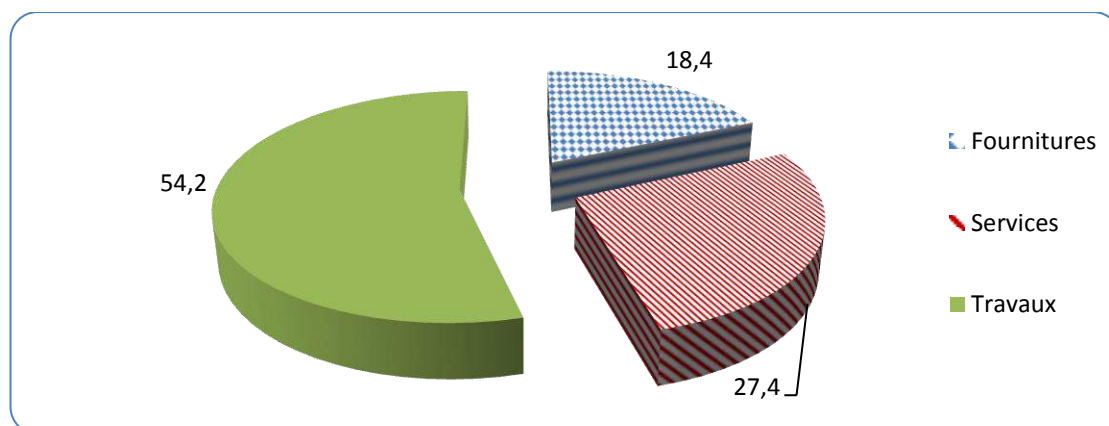
Les graphiques ci-dessous présentent les marchés approuvés par mode de passation<sup>1</sup>.

**Graphique n°1** : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2013, 2014 et 2015 (en % des montants)



**Source** : DMP

**Graphique n°2** : Répartition des marchés approuvés par type de marchés à fin juin 2015 (en % des montants)



**Source** : DMP

La classification par nature des marchés approuvés révèle que les montants pour les travaux sont les plus élevés et représentent 54,2%. Les montants des marchés de services et de fournitures sont respectivement de 27,4% et 18,4% (Cf. graphique 2).

## II. SITUATION DES DELAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS À FIN JUIN 2015

### 2.1. Mécanisme de suivi des délais

Conformément aux dispositions de l'arrêté n°068/MPMB/CAB du 21 février 2014 portant création du Comité de suivi des délais de passation des marchés et exécution de la dépense (COS-DPMED), des réunions se tiennent deux (2) fois par mois pour analyser les délais de passation des marchés et d'exécution des dépenses publiques.

<sup>1</sup>Voir les annexes 1 et 2 pour le détail par ministère et institutions.

Au niveau de la DMP, des matrices de suivi et de contrôle des délais sont mises en place et permettent d'attirer l'attention des acteurs à toutes les étapes de la passation des marchés. A ce titre, **45** courriers de relance ont été adressés à 26 ministères et structures sous tutelle qui enregistrent des dépassements par rapport aux délais en vigueur pour les différentes étapes de la procédure, au cours du deuxième trimestre 2015 contre **57** au premier trimestre soit une baisse de 21,1% (Cf. annexe 5).

## 2.2. Situation des délais observés à fin juin 2015

Au premier semestre 2015, seize (16) ministères et institutions sur trente-quatre (34), ont effectué des opérations de passation de marchés publics allant jusqu'à l'approbation des marchés (annexe 4). Les délais moyens observés à chaque étape de la passation se présentent comme suit :

**Tableau n°6** : Récapitulatif des délais de passation par étape à fin juin 2014 et fin juin 2015

Étapes	Délais réglementaires (en jours)	Délais moyens fin juin 2014 (en jours)	Délais moyens fin juin 2015 (en jours)
Traitement des dossiers d'appel d'offres (DAO)	11	12,0	15,1
Publication ou programmation des avis d'appel d'offres	30	26,8	22,9
Délai moyen entre l'ouverture des plis et l'approbation du marché	44	76,7	57,9
Notification de l'approbation des marchés	3	0 -	0 -
<b>Délai global moyen de passation de marchés</b>	<b>88</b>	<b>115,4</b>	<b>95,9</b>

Source: DMP

Le délai moyen de passation des marchés au premier semestre 2015 est de **95,9 jours** contre **115,4 jours** au premier semestre 2014. Le calcul des délais de passation est fait sur la base de 89 marchés dont les opérations de passation ont débuté en 2015.

Il convient tout de même d'indiquer que **193** marchés issus de la gestion 2014 ont été approuvés au premier semestre 2015. Ces marchés n'ont pas été pris en compte dans le calcul des délais du premier semestre 2015 en raison des délais additionnels engendrés par la clôture budgétaire de l'exercice 2014.

Le délai moyen de passation à fin juin 2015 prenant en compte ces marchés de 2014 est de **148 jours**.

Les ministères dont les délais de passation sont anormalement élevés ont été interpellés par le Ministre du Budget afin que ceux-ci puissent prendre les dispositions idoines pour se conformer aux délais réglementaires.

À fin juin 2015, le délai global moyen de passation de marchés est de **95,9 jours** contre **88** prescrits, ce qui représente un dépassement de **7,9 jours**. Le délai de passation le plus court est de **59,9 jours** et le plus long est de **137,4 jours** pour l'ensemble des structures ayant déroulé toute la procédure au cours du premier semestre 2015.

Le délai moyen de traitement des DAO enregistre un délai de 15,1 jours contre 11 prévus, soit un dépassement de 4,1 jours. À l'analyse, c'est la phase de préparation du dossier d'appel d'offres (DAO), notamment le retour des DAO à la DMP après rejet, (avec un dépassement de 6,4 jours) qui rallonge le délai moyen de l'étape de traitement des DAO.

De l'ouverture des plis à l'approbation des marchés, 44 jours sont prescrits. Mais par ordre d'importance, le délai de signature de l'autorité contractante et de numérotation du marché ainsi que le délai de signature de l'attributaire du marché sont les plus longs avec respectivement un dépassement de 16,3 et de 8 jours pour 5 et 3 jours prescrits.

Le délai d'approbation des marchés est de 3 jours contre 4,8 jours au premier trimestre 2015. Il reste en-dessous du délai réglementaire de 5 jours.

Au niveau de la publication et de la programmation des appels d'offres, **22,9** jours sont observés contre **26,8** jours au premier trimestre 2015.

### **III. MESURES PRISES POUR L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES MARCHES PUBLICS**

#### **3.1. Renforcement du cadre réglementaire**

Le processus de mise en place des Cellules de passation des marchés engagé à travers sept (7) ministères pilotes est achevé pour cinq (5) d'entre eux. En effet, les responsables des cellules de passation de ces 5 ministères ont été nommés par arrêté n°275/MPMB/DGBF/DMP du 22 avril 2015.

Dans le cadre de l'opérationnalisation des Cellules, le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget a, par courriers en date du 08 juin 2015, invité les ministères concernés à prendre des dispositions nécessaires en vue de permettre aux Responsables des Cellules de passation des marchés publics d'accomplir leurs missions.

Par ailleurs, le cadre organique de la DMP a été renforcé par la prise de l'arrêté n°465/MPMB/DGBF/DMP du 23 juin 2015 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Direction des Marchés Publics (DMP) avec la création d'une sous-direction chargée du suivi et de l'évaluation des marchés publics.

A travers cette nouvelle sous-direction, la DMP renforce désormais le suivi de l'exécution des marchés, le contrôle du respect des engagements contractuels et l'évaluation de l'impact économique des marchés publics.

#### **3.2. Vulgarisation des outils de gestion**

Des actions de vulgarisation des outils de gestion ont été menées afin de renforcer les capacités des acteurs du système des marchés publics. Ce sont :

- l'édition des trois (3) premiers fascicules du guide de procédures relatif à l'appel d'offres ouvert, l'appel d'offres restreint et au marché de gré à gré. Ces fascicules sont disponibles sur le site internet de la DMP ;
- la réalisation du module I « fournitures-équipements » de la Banque de Données des Prix de Référence (BDPR) ;

L'ensemble de ces outils de gestion des marchés publics est disponible sur le site (<http://www.marchespublics.gouv.ci>).

#### **3.3. Renforcement des capacités**

Au deuxième trimestre 2015, une session de formation pour le renforcement des capacités des acteurs publics et privés du système de passation des marchés publics a été organisée au profit des acteurs du secteur privé. Cette formation qui a concerné le montage d'une offre technique et d'une offre financière, a enregistré 50 participants.



Au niveau de l'appui technique, les services de la Commission Electorale Indépendante (CEI) ont été formés le 26 juin 2015 sur «le montage d'un projet de marché d'acquisition de mobiliers et de fournitures».

En ce qui concerne la mise à niveau des cadres et agents de la DMP, **128** cadres et agents ont été formés et se répartissent selon les thèmes suivants :

- les procédures d'exécution des opérations financées sur les ressources du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), 30 participants ;
- le plan d'actions de mise en œuvre de la dématérialisation dans les marchés publics pour réduire les mauvaises pratiques et lutter contre la corruption, 27 participants ;
- l'analyse des offres et l'instruction de la demande d'avis de non objection dans le cadre des appels d'offres de carburant, 35 participants ;
- l'intérêt et les procédures de réalisation du contrôle a posteriori, 23 participants ;
- l'essentiel des marchés publics, 13 participants.

#### **IV. PERSPECTIVES POUR LE DEUXIEME SEMESTRE 2015**

Pour le deuxième semestre de l'année 2015, les actions à mener iront dans le sens de l'amélioration continue du système de passation des marchés publics. Ces actions concernent notamment :

- la poursuite de la vulgarisation auprès des autorités contractantes, des nouveaux outils de gestion ;
- l'installation et la mise à niveau des Responsables des Cellules de passation des marchés pour la phase pilote ;
- la transposition dans la réglementation nationale de deux (2) directives de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- la poursuite de la formation et le renforcement des capacités des acteurs des marchés publics ;
- le déploiement des actions de suivi et d'évaluation des marchés ;

La mise en place des mesures relatives à la facilitation de l'accès aux PME à la commande publique.

## **CONCLUSION**

L'exécution du budget au premier semestre 2015 confirme le recours à l'appel d'offres comme norme d'acquisition des biens et services et une amélioration du délai global de passation de marchés.

Le délai moyen de passation de marchés au premier semestre 2015 est ainsi passé à **95,9** jours contre **115** jours à fin juin 2014.

Pour les deux prochains trimestres, la mise en place d'outils de gestion et la poursuite des opérations de renforcement des capacités des différents acteurs de la chaîne de passation des marchés permettront de fluidifier davantage le processus de passation.

Telle est l'économie de la présente communication relative à la situation des opérations de passation des marchés publics à fin juin 2015, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER  
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET**

**Abdourahmane CISSE**

## LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 :** Synthèse des marchés approuvés par mode de passation, par ministère et institution
- Annexe 2 :** Synthèse des marchés approuvés par type de marchés, par ministère et institution
- Annexe 3 :** Classement des structures ayant recouru aux marchés de gré à gré
- Annexe 4a :** Point des délais de passation de marchés intégrant uniquement les marchés approuvés au premier semestre 2015 et initiés en 2015
- Annexe 4b :** Point des délais de passation de marchés intégrant les marchés initiés en 2014
- Annexe 5 :** Point des courriers de relance
- Annexe 6 :** Situation sur les activités de formation et de renforcement des capacités



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

## Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

Gestion : 2015

Du : 01/01/2015

Au : 30/06/2015

MINISTÈRE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	155	9,6%	45	6,6%	58	24,8%	17	9,7%	8	2,1%	5	9,4%	22	25,0%
	115 005 017 168	31,7%	34 476 195 842	26,8%	40 960 557 038	33,5%	35 384 288 990	49,7%	524 701 985	2,4%	638 496 416	4,5%	3 020 776 897	61,5%
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	88	5,5%	30	4,4%	5	2,1%	40	22,7%	12	3,2%	1	1,9%	0	0,0%
	30 327 782 562	8,4%	16 171 374 297	12,6%	453 828 928	0,4%	13 361 224 135	18,7%	205 455 202	1,0%	135 900 000	1,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	66	4,1%	27	4,0%	9	3,8%	10	5,7%	5	1,3%	2	3,8%	13	14,8%
	31 568 000 713	8,7%	2 345 526 474	1,8%	22 041 221 174	18,0%	6 658 590 329	9,3%	130 300 000	0,6%	332 981 788	2,4%	59 380 948	1,2%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	86	5,3%	12	1,8%	13	5,6%	46	26,1%	5	1,3%	7	13,2%	3	3,4%
	11 974 426 997	3,3%	528 004 710	0,4%	1 013 991 385	0,8%	5 240 910 888	7,4%	92 399 999	0,4%	5 099 120 015	36,1%	0	0,0%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DU BUDGET	34	2,1%	4	0,6%	5	2,1%	6	3,4%	13	3,5%	4	7,5%	2	2,3%
	14 127 860 568	3,9%	353 178 721	0,3%	4 429 788 606	3,6%	4 743 167 501	6,7%	3 243 366 140	15,1%	1 358 359 600	9,6%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	65	4,0%	52	7,6%	1	0,4%	4	2,3%	6	1,6%	1	1,9%	1	1,1%
	14 552 614 553	4,0%	12 410 625 256	9,7%	57 215 136	0,0%	1 874 669 683	2,6%	164 000 000	0,8%	46 104 478	0,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	96	6,0%	77	11,3%	1	0,4%	2	1,1%	14	3,7%	1	1,9%	1	1,1%
	12 765 486 878	3,5%	10 148 579 180	7,9%	94 500 000	0,1%	1 762 327 824	2,5%	473 244 850	2,2%	194 658 024	1,4%	92 177 000	1,9%
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	201	12,5%	130	19,1%	39	16,7%	4	2,3%	20	5,3%	2	3,8%	6	6,8%
	13 718 393 768	3,8%	6 032 280 834	4,7%	4 800 631 955	3,9%	765 151 827	1,1%	2 005 768 482	9,4%	61 690 952	0,4%	52 869 718	1,1%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

# Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

MINISTÈRE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	41	2,5%	0	0,0%	0	0,0%	34	19,3%	6	1,6%	1	1,9%	0	0,0%
	733 171 270	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	493 333 310	0,7%	119 837 960	0,6%	120 000 000	0,8%	0	0,0%
PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	43	2,7%	21	3,1%	0	0,0%	5	2,8%	16	4,3%	1	1,9%	0	0,0%
	10 801 471 926	3,0%	10 339 058 640	8,1%	0	0,0%	347 992 679	0,5%	374 013 400	1,7%	-259 592 793	-1,8%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	52	3,2%	15	2,2%	6	2,6%	3	1,7%	23	6,1%	1	1,9%	4	4,5%
	4 175 421 689	1,2%	1 365 211 314	1,1%	1 791 305 353	1,5%	346 748 036	0,5%	466 275 382	2,2%	127 050 000	0,9%	78 831 604	1,6%
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	192	11,9%	134	19,6%	17	7,3%	3	1,7%	27	7,2%	5	9,4%	6	6,8%
	14 599 197 676	4,0%	6 419 748 272	5,0%	2 416 548 043	2,0%	198 721 276	0,3%	3 910 588 254	18,2%	1 417 981 733	10,0%	235 610 098	4,8%
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	16	1,0%	7	1,0%	1	0,4%	2	1,1%	5	1,3%	1	1,9%	0	0,0%
	865 484 727	0,2%	469 856 081	0,4%	60 000 000	0,0%	83 152 240	0,1%	140 799 997	0,7%	111 676 409	0,8%	0	0,0%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	73	4,5%	10	1,5%	18	7,7%	0	0,0%	21	5,6%	1	1,9%	23	26,1%
	17 734 080 299	4,9%	1 612 675 482	1,3%	8 221 745 109	6,7%	0	0,0%	4 503 351 230	21,0%	1 750 000 000	12,4%	1 646 308 478	33,5%
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	17	1,1%	9	1,3%	0	0,0%	0	0,0%	5	1,3%	2	3,8%	1	1,1%
	1 455 256 736	0,4%	640 458 636	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	94 672 500	0,4%	720 125 600	5,1%	0	0,0%
MINISTÈRE DU TOURISME	20	1,2%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	17	4,5%	2	3,8%	0	0,0%
	877 393 142	0,2%	0	0,0%	95 000 000	0,1%	0	0,0%	370 396 542	1,7%	411 996 600	2,9%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	11	0,7%	9	1,3%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	1	1,9%	0	0,0%
	1 046 611 076	0,3%	292 611 098	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	699 999 978	3,3%	54 000 000	0,4%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

## Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

MINISTÈRE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	69	4,3%	41	6,0%	13	5,6%	0	0,0%	13	3,5%	2	3,8%	0	0,0%
	7 880 720 141	2,2%	6 212 020 127	4,8%	1 005 299 255	0,8%	0	0,0%	372 411 759	1,7%	290 989 000	2,1%	0	0,0%
COMMISSION ELECTORALE INDÉPENDANTE	5	0,3%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	4	1,1%	0	0,0%	0	0,0%
	21 789 473 889	6,0%	0	0,0%	21 143 595 486	17,3%	0	0,0%	645 878 403	3,0%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DU COMMERCE	23	1,4%	3	0,4%	8	3,4%	0	0,0%	10	2,7%	2	3,8%	0	0,0%
	913 915 542	0,3%	120 054 610	0,1%	245 000 000	0,2%	0	0,0%	227 827 763	1,1%	321 033 169	2,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	15	0,9%	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	13	3,5%	1	1,9%	0	0,0%
	663 617 461	0,2%	139 959 300	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	269 467 999	1,3%	254 190 162	1,8%	0	0,0%
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	14	0,9%	0	0,0%	7	3,0%	0	0,0%	6	1,6%	1	1,9%	0	0,0%
	1 299 098 027	0,4%	0	0,0%	780 942 329	0,6%	0	0,0%	385 363 698	1,8%	132 792 000	0,9%	0	0,0%
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	5	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	0,8%	2	3,8%	0	0,0%
	345 368 985	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	161 900 000	0,8%	183 468 985	1,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	23	1,4%	3	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	20	5,3%	0	0,0%	0	0,0%
	391 767 546	0,1%	47 747 017	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	344 020 529	1,6%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	19	1,2%	14	2,1%	0	0,0%	0	0,0%	4	1,1%	1	1,9%	0	0,0%
	763 593 937	0,2%	451 593 937	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	267 000 000	1,2%	45 000 000	0,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	42	2,6%	7	1,0%	2	0,9%	0	0,0%	32	8,5%	1	1,9%	0	0,0%
	557 684 490	0,2%	216 729 014	0,2%	48 000 000	0,0%	0	0,0%	201 149 976	0,9%	91 805 500	0,6%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	20	1,2%	8	1,2%	2	0,9%	0	0,0%	9	2,4%	1	1,9%	0	0,0%
	938 484 057	0,3%	570 573 424	0,4%	99 000 000	0,1%	0	0,0%	166 890 000	0,8%	102 020 633	0,7%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	7	0,4%	2	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	4	1,1%	1	1,9%	0	0,0%
	3 858 543 482	1,1%	3 646 243 693	2,8%	0	0,0%	0	0,0%	47 892 920	0,2%	164 406 869	1,2%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

## Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTERE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	31	1,9%	3	0,4%	20	8,5%	0	0,0%	7	1,9%	1	1,9%	0	0,0%
	11 257 039 780	3,1%	63 104 883	0,0%	11 013 387 433	9,0%	0	0,0%	159 726 984	0,7%	20 820 480	0,1%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	3	0,2%	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	1	1,9%	0	0,0%
	253 199 214	0,1%	118 949 214	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	15 000 000	0,1%	119 250 000	0,8%	0	0,0%
COUR SUPREME	2	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,5%	0	0,0%	0	0,0%
	107 800 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	107 800 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%
PARQUET GENERAL	5	0,3%	0	0,0%	2	0,9%	0	0,0%	3	0,8%	0	0,0%	0	0,0%
	191 330 000	0,1%	0	0,0%	90 000 000	0,1%	0	0,0%	101 330 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	28	1,7%	14	2,1%	4	1,7%	0	0,0%	6	1,6%	0	0,0%	4	4,5%
	14 268 653 918	3,9%	12 877 522 303	10,0%	1 292 186 615	1,1%	0	0,0%	98 945 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	5	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	5	1,3%	0	0,0%	0	0,0%
	89 200 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	89 200 000	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3	0,2%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	2	0,5%	0	0,0%	0	0,0%
	225 900 000	0,1%	0	0,0%	150 000 000	0,1%	0	0,0%	75 900 000	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
COUR DES COMPTES	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	0	0,0%	0	0,0%
	59 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	59 000 000	0,3%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	33	2,1%	3	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	27	7,2%	1	1,9%	2	2,3%
	298 826 386	0,1%	365 037 284	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	122 744 000	0,6%	88 975 200	0,6%	-277 930 098	-5,7%
TOTAL	1 609	100,0%	682	42,4%	234	14,5%	176	10,9%	376	23,4%	53	3,3%	88	5,5%
	362 480 888 603	100,0%	128 434 919 643	35,4%	122 303 743 845	33,7%	71 260 278 718	19,7%	21 438 620 932	5,9%	14 135 300 820	3,9%	4 908 024 645	1,4%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

# Annexe 2

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

Gestion : 2015

Du : 01/01/2015

Au : 30/06/2015

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	155	9,6%	121	24,5%	2	0,6%	19	5,2%	8	2,1%	5	9,4%	0	*****
	115 005 017 168	31,7%	111 874 274 188	57,2%	171 237 054	0,4%	1 796 307 525	2,1%	524 701 985	2,4%	638 496 416	4,5%	0	*****
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	66	4,1%	24	4,9%	1	0,3%	34	9,4%	5	1,3%	2	3,8%	0	*****
	31 568 000 713	8,7%	28 794 662 367	14,7%	98 000 000	0,2%	2 212 056 558	2,5%	130 300 000	0,6%	332 981 788	2,4%	0	*****
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	88	5,5%	3	0,6%	7	2,2%	65	18,0%	12	3,2%	1	1,9%	0	*****
	30 327 782 562	8,4%	196 381 267	0,1%	253 243 045	0,6%	29 536 803 048	33,9%	205 455 202	1,0%	135 900 000	1,0%	0	*****
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	5	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	4	1,1%	0	0,0%	0	*****
	21 789 473 889	6,0%	0	0,0%	0	0,0%	21 143 595 486	24,3%	645 878 403	3,0%	0	0,0%	0	*****
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	73	4,5%	32	6,5%	17	5,2%	2	0,6%	21	5,6%	1	1,9%	0	*****
	17 734 080 299	4,9%	3 243 983 960	1,7%	7 674 656 399	17,4%	562 088 710	0,6%	4 503 351 230	21,0%	1 750 000 000	12,4%	0	*****
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	192	11,9%	13	2,6%	80	24,6%	67	18,5%	27	7,2%	5	9,4%	0	*****
	14 599 197 676	4,0%	2 659 201 689	1,4%	2 704 063 910	6,1%	3 907 362 090	4,5%	3 910 588 254	18,2%	1 417 981 733	10,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	65	4,0%	28	5,7%	9	2,8%	21	5,8%	6	1,6%	1	1,9%	0	*****
	14 552 614 553	4,0%	6 373 006 025	3,3%	2 047 490 121	4,6%	5 922 013 929	6,8%	164 000 000	0,8%	46 104 478	0,3%	0	*****
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	28	1,7%	22	4,5%	0	0,0%	0	0,0%	6	1,6%	0	0,0%	0	*****
	14 268 653 918	3,9%	14 169 708 918	7,2%	0	0,0%	0	0,0%	98 945 000	0,5%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	34	2,1%	3	0,6%	4	1,2%	10	2,8%	13	3,5%	4	7,5%	0	*****
	14 127 860 568	3,9%	590 499 228	0,3%	4 233 455 272	9,6%	4 702 180 328	5,4%	3 243 366 140	15,1%	1 358 359 600	9,6%	0	*****





Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

# Annexe 2

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	201	12,5%	108	21,9%	69	21,2%	2	0,6%	20	5,3%	2	3,8%	0	*****
	13 718 393 768	3,8%	4 595 704 064	2,3%	7 005 505 270	15,9%	49 725 000	0,1%	2 005 768 482	9,4%	61 690 952	0,4%	0	*****
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	96	6,0%	43	8,7%	30	9,2%	8	2,2%	14	3,7%	1	1,9%	0	*****
	12 765 486 878	3,5%	6 840 061 950	3,5%	4 955 562 381	11,2%	301 959 673	0,3%	473 244 850	2,2%	194 658 024	1,4%	0	*****
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	86	5,3%	2	0,4%	6	1,8%	66	18,2%	5	1,3%	7	13,2%	0	*****
	11 974 426 997	3,3%	849 301 751	0,4%	312 631 150	0,7%	5 620 974 082	6,5%	92 399 999	0,4%	5 099 120 015	36,1%	0	*****
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DÉFENSE	31	1,9%	5	1,0%	18	5,5%	0	0,0%	7	1,9%	1	1,9%	0	*****
	11 257 039 780	3,1%	3 008 320 204	1,5%	8 068 172 112	18,3%	0	0,0%	159 726 984	0,7%	20 820 480	0,1%	0	*****
PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	43	2,7%	16	3,2%	6	1,8%	4	1,1%	16	4,3%	1	1,9%	0	*****
	10 801 471 926	3,0%	9 800 307 305	5,0%	440 896 245	1,0%	445 847 769	0,5%	374 013 400	1,7%	-259 592 793	-1,8%	0	*****
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	69	4,3%	0	0,0%	25	7,7%	29	8,0%	13	3,5%	2	3,8%	0	*****
	7 880 720 141	2,2%	0	0,0%	1 822 384 637	4,1%	5 394 934 745	6,2%	372 411 759	1,7%	290 989 000	2,1%	0	*****
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	52	3,2%	6	1,2%	15	4,6%	7	1,9%	23	6,1%	1	1,9%	0	*****
	4 175 421 689	1,2%	599 344 856	0,3%	2 656 110 307	6,0%	326 641 144	0,4%	466 275 382	2,2%	127 050 000	0,9%	0	*****
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	7	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,6%	4	1,1%	1	1,9%	0	*****
	3 858 543 482	1,1%	0	0,0%	0	0,0%	3 646 243 693	4,2%	47 892 920	0,2%	164 406 869	1,2%	0	*****



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

# Annexe 2

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	17	1,1%	8	1,6%	2	0,6%	0	0,0%	5	1,3%	2	3,8%	0	*****
	1 455 256 736	0,4%	500 590 013	0,3%	139 868 623	0,3%	0	0,0%	94 672 500	0,4%	720 125 600	5,1%	0	*****
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	14	0,9%	3	0,6%	4	1,2%	0	0,0%	6	1,6%	1	1,9%	0	*****
	1 299 098 027	0,4%	562 496 329	0,3%	218 446 000	0,5%	0	0,0%	385 363 698	1,8%	132 792 000	0,9%	0	*****
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	11	0,7%	8	1,6%	0	0,0%	1	0,3%	1	0,3%	1	1,9%	0	*****
	1 046 611 076	0,3%	208 629 318	0,1%	0	0,0%	83 981 780	0,1%	699 999 978	3,3%	54 000 000	0,4%	0	*****
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	20	1,2%	0	0,0%	4	1,2%	6	1,7%	9	2,4%	1	1,9%	0	*****
	938 484 057	0,3%	0	0,0%	294 240 878	0,7%	375 332 546	0,4%	166 890 000	0,8%	102 020 633	0,7%	0	*****
MINISTÈRE DU COMMERCE	23	1,4%	1	0,2%	10	3,1%	0	0,0%	10	2,7%	2	3,8%	0	*****
	913 915 542	0,3%	88 150 360	0,0%	276 904 250	0,6%	0	0,0%	227 827 763	1,1%	321 033 169	2,3%	0	*****
MINISTÈRE DU TOURISME	20	1,2%	0	0,0%	1	0,3%	0	0,0%	17	4,5%	2	3,8%	0	*****
	877 393 142	0,2%	0	0,0%	95 000 000	0,2%	0	0,0%	370 396 542	1,7%	411 996 600	2,9%	0	*****
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	16	1,0%	3	0,6%	2	0,6%	5	1,4%	5	1,3%	1	1,9%	0	*****
	865 484 727	0,2%	24 855 461	0,0%	86 968 192	0,2%	501 184 668	0,6%	140 799 997	0,7%	111 676 409	0,8%	0	*****
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	19	1,2%	1	0,2%	5	1,5%	8	2,2%	4	1,1%	1	1,9%	0	*****
	763 593 937	0,2%	19 194 523	0,0%	124 693 074	0,3%	307 706 340	0,4%	267 000 000	1,2%	45 000 000	0,3%	0	*****
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	41	2,5%	34	6,9%	0	0,0%	0	0,0%	6	1,6%	1	1,9%	0	*****
	733 171 270	0,2%	493 333 310	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	119 837 960	0,6%	120 000 000	0,8%	0	*****
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	15	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	13	3,5%	1	1,9%	0	*****
	663 617 461	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	139 959 300	0,2%	269 467 999	1,3%	254 190 162	1,8%	0	*****
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	42	2,6%	0	0,0%	5	1,5%	4	1,1%	32	8,5%	1	1,9%	0	*****
	557 684 490	0,2%	0	0,0%	232 976 630	0,5%	31 752 384	0,0%	201 149 976	0,9%	91 805 500	0,6%	0	*****



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

# Annexe 2

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

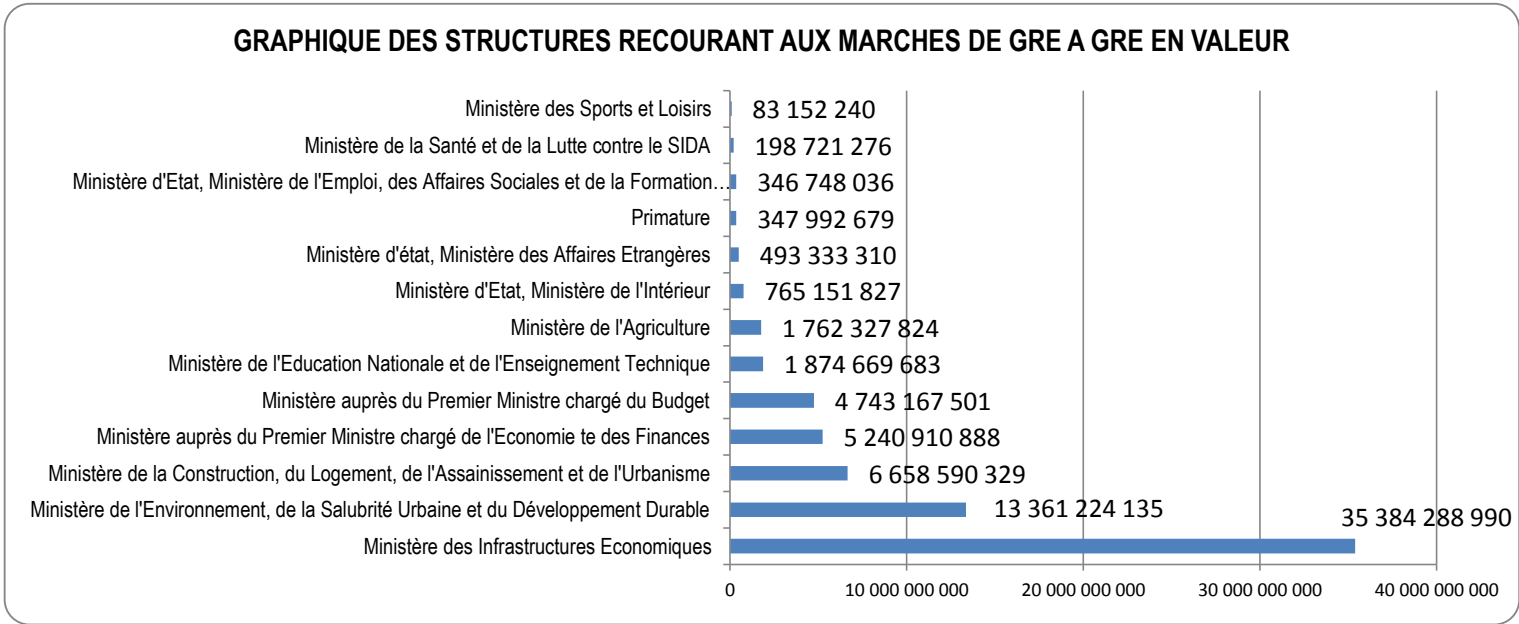
MINISTERE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	23	1,4%	3	0,6%	0	0,0%	0	0,0%	20	5,3%	0	0,0%	0	*****
	391 767 546	0,1%	47 747 017	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	344 020 529	1,6%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	5	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3	0,8%	2	3,8%	0	*****
	345 368 985	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	161 900 000	0,8%	183 468 985	1,3%	0	*****
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	33	2,1%	5	1,0%	0	0,0%	0	0,0%	27	7,2%	1	1,9%	0	*****
	298 826 386	0,1%	87 107 186	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	122 744 000	0,6%	88 975 200	0,6%	0	*****
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	3	0,2%	1	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	1	1,9%	0	*****
	253 199 214	0,1%	118 949 214	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	15 000 000	0,1%	119 250 000	0,8%	0	*****
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3	0,2%	0	0,0%	1	0,3%	0	0,0%	2	0,5%	0	0,0%	0	*****
	225 900 000	0,1%	0	0,0%	150 000 000	0,3%	0	0,0%	75 900 000	0,4%	0	0,0%	0	*****
PARQUET GENERAL	5	0,3%	0	0,0%	2	0,6%	0	0,0%	3	0,8%	0	0,0%	0	*****
	191 330 000	0,1%	0	0,0%	90 000 000	0,2%	0	0,0%	101 330 000	0,5%	0	0,0%	0	*****
COUR SUPREME	2	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,5%	0	0,0%	0	*****
	107 800 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	107 800 000	0,5%	0	0,0%	0	*****
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	5	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	5	1,3%	0	0,0%	0	*****
	89 200 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	89 200 000	0,4%	0	0,0%	0	*****
COUR DES COMPTES	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	0	0,0%	0	*****
	59 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	59 000 000	0,3%	0	0,0%	0	*****
<b>TOTAL</b>	<b>1 609</b>	<b>100,0%</b>	<b>493</b>	<b>30,6%</b>	<b>325</b>	<b>20,2%</b>	<b>362</b>	<b>22,5%</b>	<b>376</b>	<b>23,4%</b>	<b>53</b>	<b>3,3%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
	<b>362 480 888 603</b>	<b>100,0%</b>	<b>195 745 810 503</b>	<b>54,0%</b>	<b>44 152 505 550</b>	<b>12,2%</b>	<b>87 008 650 798</b>	<b>24,0%</b>	<b>21 438 620 932</b>	<b>5,9%</b>	<b>14 135 300 820</b>	<b>3,9%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>

### ANNEXE 3 : Classement des structures recourant aux marchés de gré à gré

#### CLASSEMENT DES MINISTÈRES RECOURANT AU MARCHÉ DE GRÉ À GRÉ

INSTITUTION ET MINISTÈRES	Montant
Ministère des Infrastructures Economiques	35 384 288 990
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	13 361 224 135
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	6 658 590 329
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	5 240 910 888
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	4 743 167 501
Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	1 874 669 683
Ministère de l'Agriculture	1 762 327 824
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur	765 151 827
Ministère d'état, Ministère des Affaires Etrangères	493 333 310
Primature	347 992 679
Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	346 748 036
Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA	198 721 276
Ministère des Sports et Loisirs	83 152 240

Source: DMP



Source: DMP

## ANNEXE 4a - ETAT COMPARATIF DES DELAIS (les opérations de janvier à juin 2015 uniquement)

Ministère	Préparation			Publicité	Ouverture, attribution et approbation												
	Examen des DAO par la DMP	En cas de rejet du DAO, retour au dossier à la DMP après prise en compte des corrections	Vailation définitive du DAO	Délai moyen traitement DAO (entrée - sortie)	Délai moyen de publication ou programmation	Délai moyen travaux COJO	Délai moyen demande ANO	Délai moyen traitement ANO DMP	Notification attribution et invitation à signer le projet de marché	Publication des résultats et délais de recours	Délai moyen signatur attributaire	Délai moyen signature AC et numérotatin	Délai moyen approbation	Délai moyen entre ouverture et approbation	Notification approbation	Délai moyen de passation	Nombre de marchés traités
<b>Délai réglementaire</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>44</b>	<b>3</b>	<b>88</b>	
Commission Electorale Indépendante	2,3	16,9	5,1	25,6	15,0	2,0	2,0	8,0					1,0	25,0		65,6	1
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	3,2	10,9	3,4	16,6	15,0	5,0	3,0	8,0			16,0	11,0	5,0	43,0		74,6	1
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	3,0	14,1	3,1	21,9	15,0	5,0	3,0	12,5			7,0	25,0	6,0	53,5		90,4	2
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	4,4	11,7	3,1	16,2	30,0	11,0	3,5	10,0			15,7	25,7	4,3	65,0		111,2	4
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	4,5	11,5	2,0	9,0	30,0	30,0	2,0	11,0			6,0	4,0	4,0	52,0		91,0	1
Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida	5,3	13,2	2,8	20,2	20,4	11,3	4,4	12,2			7,3	21,6	4,5	55,2		95,8	14
Ministère de l'Agriculture	3,9	5,7	4,1	12,8	28,5	9,0	5,0	8,5			10,9	16,8	4,1	40,1		81,4	10
Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	5,3	10,9	1,4	7,9	30,0							14,0	5,0	22,0		59,9	1
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	3,3	10,3	2,5	15,4	25,7	1,2	5,0	12,3			12,8	36,3	4,1	61,0		102,1	7
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	3,8	10,4	2,3	16,4	30,0	2,9	10,0	6,0			23,4	51,2	3,0	91,0		137,4	10
Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de la Défense	5,0	4,8	3,9	11,0	15,0	6,0	29,0	6,0			5,0	10,0	2,0	53,0		79,0	2
Ministère des Infrastructures Economiques	4,0	9,2	2,4	14,4	21,3	14,4	13,3	10,0			15,7	40,8	4,4	93,0		128,6	24
Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	4,6	5,7	3,4	16,9	30,0	7,0	32,0	13,5			1,0	37,5	3,0	89,0		135,9	2
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	5,7	5,6	4,5	16,3	15,0	9,0	6,0	8,0			15,0	16,0	3,0	52,0		83,3	1
Ministère du Commerce	2,6	5,4	2,2	12,0	15,0	25,0	15,0	7,0			20,0	21,0	4,0	87,0		114,0	1
Primature	4,0	4,8	3,2	9,3	30,0	15,5					20,0	9,3	3,1	45,4		84,6	8

Somme total	64,9	151,0	49,4	241,8	365,8	154,3	133,2	133,1	0,0	0,0	175,7	340,2	60,5	927,1	0,0	1534,8	
Nombre de ministère et intitution	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	
Délais réglementaires (A)	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	3	5	7	44	3	88	
Délais moyens fin juin 2015 (B)	4,1	9,4	3,1	15,1	22,9	9,6	8,3	8,3	0,0	0,0	11,0	21,3	3,8	57,9	0,0	95,9	
Différence (A) - (B)	0,9	-6,4	-0,1	-4,1	7,1	-1,6	-5,3	-3,3	3,0	10,0	-8,0	-16,3	3,2	-13,9	3,0	-7,9	

Source: DMP

	Passation	Marchés traités
Moyenne	95,9	89
Min	59,9	
Max	137,4	

## ANNEXE 4b - ETAT COMPARATIF DES DELAIS (toutes les opérations de 2014 à juin 2015)

Ministère	Préparation				Publicité	Ouverture, attribution et approbation										Nombre de marchés traités	
	Examen des DAO par la DMP	En cas de rejet du DAO, retour du dossier à la DMP après prise en compte des corrections	Vailation définitive du DAO	Délai moyen traitement DAO (entrée - sortie)		Délai moyen de publication ou programmation	Délai moyen travaux COJO	Délai moyen demande ANO	Délai moyen traitement ANO DMP	Notification attribution et invitation à signer le projet de marché	Publication des résultats et délais de recours	Délai moyen signature attributaire	Délai moyen signature AC et numérotatin	Délai moyen approbation	Délai moyen entre ouverture et approbation		Notification approbation
Délai réglementaire	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	3	5	7	44	3	88	
Commission Electorale Indépendante	2,3	16,9	5,1	25,6	15,0	2,0	2,0	8,0				1,0	25,0		65,6	1	
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	3,2	10,9	3,4	16,6	15,0	5,0	3,0	8,0			16,0	11,0	5,0	43,0		74,6	1
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	3,0	14,1	3,1	21,9	22,5	7,0	5,0	25,3			89,5	24,0	5,0	150,8		195,2	4
Ministère de la Communication	1,8	10,5	0,5	11,7	30,0	9,0					96,0	18,0	4,0	124,0		165,7	1
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	4,4	11,7	3,1	16,2	15,0	12,7	12,3	13,1			42,8	15,5	4,0	91,8		123,0	15
Ministère de la Culture et de la Francophonie	4,0	7,4	2,1	12,8	30,0	124,0	25,0	9,0			31,0	26,0	3,0	213,0		255,8	1
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	4,5	11,5	3,7	13,8	30,0	17,0	2,0	11,0			51,5	14,0	4,0	94,5		138,3	2
Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication	5,0	11,6	2,0	9,0	30,0	26,7	1,8	5,7			98,5	12,3	4,8	144,8		183,8	6
Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida	5,3	13,2	2,8	20,2	24,2	19,3	13,1	13,1			54,3	24,9	5,0	125,0		169,4	49
Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant	5,0	5,8	4,1	12,8	30,0	11,0	8,0				21,0	40,0	3,0	72,0		114,8	1
Ministère de l'Agriculture	3,9	5,7	1,4	7,9	29,4	10,4	8,9	7,6			25,7	25,4	4,9	72,0		109,3	24
Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	5,3	10,9	2,5	15,4	29,5	53,1	25,0	6,0			57,7	46,0	4,0	153,2		198,1	33
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	3,3	10,3	2,3	16,4	26,3	1,7	4,9	11,7			65,7	33,0	4,3	98,4		141,0	8
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	3,8	10,4	1,3	13,4	30,0	29,0	28,9	7,2			45,9	40,9	2,7	148,4		191,9	23
Ministère de l'Industrie et des Mines	2,0	9,1	3,9	11,0	30,0	1,0	4,0	12,0			21,0	16,7	4,0	54,0		95,0	3
Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de la Défense	5,0	4,8	2,4	14,4	17,5	12,5	12,8	7,8			7,8	15,3	3,5	54,8		86,7	6
Ministère des Infrastructures Economiques	4,0	9,2	2,4	16,6	25,3	45,8	17,5	8,7			28,3	34,3	5,2	131,9		173,8	76
Ministère des Sports et des Loisirs	3,3	19,9	2,4	34,9	30,0	5,0	4,0	14,0			110,0	14,0	3,0	145,0		209,9	1
Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	4,6	5,7	3,4	16,9	30,0	7,0	32,0	13,5			1,0	37,5	3,0	89,0		135,9	2
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	5,7	5,6	4,5	16,3	24,4	37,4	13,4	7,6			30,4	35,4	4,3	123,4		164,1	8
Ministère du Commerce	2,6	5,4	2,2	12,0	15,0	25,0	15,0	7,0			20,0	21,0	4,0	87,0		114,0	1
Ministère du Pétrole et de l'Energie	4,4	11,0	3,1	12,7	18,8	3,5	11,8	6,8			44,4	108,1	8,8	179,0		210,4	8
Primature	4,0	4,8	3,2	9,3	30,0	14,4	8,0	11,0			19,5	12,0	4,2	48,2		87,5	9
Somme total	90,4	226,3	64,8	357,7	577,7	479,5	258,4	214,0	0,0	0,0	978,1	625,2	94,6	2468,2	0,0	3403,7	
Nombre de ministère et institution	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0
Délais réglementaires (A)	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	3	5	7	44	3	88	
Délais moyens fin juin 2015 (B)	3,9	9,8	2,8	15,6	25,1	20,8	11,2	9,3	0,0	0,0	42,5	27,2	4,1	107,3	0,0	148,0	
Différence (A) - (B)	1,1	-6,8	0,2	-4,6	4,9	-12,8	-8,2	-4,3	3,0	10,0	-39,5	-22,2	2,9	-63,3	3,0	-60,0	

	Passation	Marchés traités
Moyenne	148,0	283
Min	65,6	
Max	255,8	

**ANNEXE 5 : Courriers mensuels par Institutions et ministères au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015**

**AVRIL 2015**

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	NOMBRE DE RELANCE	OBSERVATIONS
1	-	CHU de Cocody	1	R.A.S
2	Etat, Plan et Développement	Direction Générale du Développement des Capacités Nationales	1	
3	Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
4	Ministère de la Construction, de l'assainissement et de l'Urbanisme	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI)	1	
5	Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication	l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences Radioélectriques (AIGF)	2	un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
6	Ministère de la Communication	Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	2	
7	Ministère du Pétrole et de l'Energie	Direction Générale de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI-HOLDING)	1	R.A.S
			1	Réaction de PETROCI, a expliqué son retard par l'attente d'informations relatives à la vérification des pièces fournies par les soumissionnaires
8	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	2	R A S
			1	2 <sup>ème</sup> relance
9	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique	Université Nangui Abrogoua	1	Pas d'ANO sur cette opération, l'Université a écrit à la DMP pour le lui signifié. Après vérification, la DMP s'est rendu compte de son erreur
<b>TOTAL</b>			<b>14</b>	

Source : DMP

**MAI 2015**

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Etat, Emploi, Affaires Sociales et Formation Professionnelle	Direction de l'Institut National de la Formation Sociale (INFS)	1	R.A.S
2	Poste, Technologies et Communication	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	2	
3	Ministère des Infrastructures Economiques	Port Autonome d'Abidjan (PAA)	1	
4	Poste, Technologies et Communication	Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP)	2	
5	Ministère de l'Industrie et des Mines	Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES)	1	
6	Présidence de la République	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)	1	
7	Ministère de l'Industrie et des Mines	Direction Générale de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI-HOLDING)	1	
8	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGERROUTE)	5	
<b>TOTAL</b>			<b>14</b>	

Source : DMP



## JUN 2015

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS		
1	Défense	Direction du Génie et des Equipements Militaires	1			
		Direction de la Planification et des Finances	1			
2	Santé et de la Lutte contre le SIDA	Direction de la Coordination du Programme élargi de Vaccination (DCPEV)	1	R.A.S		
		Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA)	1			
		Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	2	un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres		
3	Ressources Animales et Halieutiques	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	R.A.S		
4	Etat, Intérieur et Sécurité	Direction des Affaires Financières et du Matériel	2			
5	Industrie et Mines	Direction Générale des Mines et de la Géologie	1			
6	Solidarité, Famille, Femme et Enfant	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1			
7	Ministère des Infrastructures Economiques	Fonds d'Entretien Routier (FER)	1			
8	Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication	Projet Zone Franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information et de la Communication (UEP-ZBTIC)	1			
9	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	1		un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres	
			1			2 <sup>ème</sup> relance
			2			
<b>TOTAL</b>			<b>17</b>			

Source : DMP

Fait le 07/07/2015

## **ANNEXE 6 : SITUATION DES ACTIVITES DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES**

### **I. SEANCES DE FORMATION EN INTERNE**

<b>N° d'ordre</b>	<b>PERIODE</b>	<b>THEMES</b>	<b>PUBLIC-CIBLE</b>	<b>NOMBRE DE PARTICIPANTS</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
1	15/01/2015	Gestion électronique des délais de traitement des dossiers	Cadres de la DMP centrale	26	RAS
2	22/01/2015	Rentrée budgétaire et gestion des lignes à marchés	Cadres de la DMP centrale	29	RAS
3	12/02/2015	Rédaction administrative	Cadres nouvellement recrutés et agents d'appui	30	RAS
4	19/03/2015	Déconcentration et décentralisation de la fonction contrôle des marchés publics	Cadres de la DMP centrale	36	RAS
5	27/03/2015	- Bonne gouvernance des marchés publics - Instruction des procédures dérogatoires - Validation des dossiers d'appel d'offres	Cadres des Directions Régionales des Marchés Publics	31	RAS
6	27/03/2015	- Essentiel des marchés publics - Rédaction administrative	Agents d'appui des Directions Régionales des Marchés Publics	22	RAS
7	02/04/2015	Procédures d'exécution des opérations financées sur les ressources du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)	Cadres de la DMP centrale	30	RAS
8	16/04/2015	Plan d'actions de mise en œuvre de la dématérialisation dans les marchés publics pour réduire les mauvaises pratiques et lutter contre la corruption	Cadres de la DMP centrale	27	RAS
9	21/05/2015	Analyse des offres et instruction de la demande d'Avis de Non Objection dans le cadre des appels d'offres de carburant	Cadres de la DMP centrale	35	RAS
10	11/06/2015	Intérêt et procédures de réalisation du contrôle a posteriori	Cadres de la DMP centrale	23	RAS
11	18/06/14	Essentiel des marchés publics	Agents d'appui de la DMP et trois (3) agents de la Cellule d'Information des Opérateurs Economiques	13	RAS
<b>TOTAL</b>				<b>302</b>	

Source : DMP

## II. SEANCES DE FORMATION A L'ENDROIT DES ACTEURS

PERIODE	PUBLIC –CIBLE	THEME	FINANCEMENT	NOMBRE DE PARTICIPANTS	OBSERVATIONS
25/02/2015	Entreprises membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	Budget 2015 et opportunités d'affaires pour les PME »	CCI-CI	112	RAS
03/03/2015	Entreprises marocaines membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Côte d'Ivoire	Exercice budgétaire 2015 : portefeuille d'affaires des marchés publics et opportunités pour les PME	CCIF-CI	10	RAS
25 au 27 mars 2015	Acteurs marchés du Groupe Défis et Stratégies (GDS)	Appropriation de la Demande de propositions et montage des offres technique et financière	GDS	15	RAS
11/05/2015	Acteurs du secteur privé	Montage d'une offre technique et d'une offre financière	ANRMP	50	Séance organisée par l'ANRMP
<b>TOTAL</b>				<b>187</b>	

Source : DMP

## III. APPUI TECHNIQUE

PERIODE	OBJET DE L'APPUI TECHNIQUE	STRUCTURE BENEFICIAIRE	OBSERVATIONS
du 05 au 13/03/2015	Elaboration d'une Demande de Propositions pour l'organisation de sessions de formation.	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication de la DGBF	RAS
26/06/2015	Informations relatives au montage d'un projet de marché d'acquisition de mobilier et de fournitures au profit de la CEI.	Commission Electorale Indépendante (CEI)	RAS

Source : DMP